Afghanistan :

Non à la guerre et à l'occupation ■ Oui à la paix, à la démocratie et à la reconstruction ■ Retrait des troupes francaises ■ Non à l'OTAN

Nous appelons à participer à la journée nationale d'action

SAMEDI 20 SEPTEMBRE 2003

A Angers, manifestation à 14h30, devant la préfecture

Le 22 septembre à l'Assemblée Nationale « le Gouvernement soumettra à l'autorisation du Parlement la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan ». La manifestation du 20 septembre entend faire entendre notre voix dans ce débat.

Dès l'arrivée des nouvelles troupes françaises déployées en Afghanistan sur des objectifs militaires et ainsi que nous l'avions craint, dix soldats français sont tombés et d'autres sont blessés. A mesure que les combats s'amplifient, les bavures se multiplient : les opérations et les bombardements de l'OTAN font des centaines de victimes civiles, aggravant chaque jour le ressentiment des populations et le rejet d'une présence militaire étrangère de plus en plus considérée comme une occupation.

Le bilan de la présence militaire en Afghanistan décidée par le Conseil de sécurité en 2001 et assumée aujourd'hui par l'OTAN est dramatique. Le pays s'enfonce dans le bourbier de la guerre, de la corruption, de la misère et du trafic de drogue. L'insécurité s'est développée. Dans cette situation, les talibans risquent de recueillir une nouvelle légitimité. Les aides internationales promises, quand elles se concrétisent, ne parviennent que rarement aux populations, tandis que d'énormes moyens sont dilapidés dans la guerre et la destruction.

Il est temps de mettre en oeuvre une solution politique internationale fondée sur la solidarité et la coopération des peuples, qui donne la priorité à l'aide d'urgence, à la reconstruction et aux droits du peuple afghan, en particulier aux droits des femmes. Un retrait des troupes de l'Otan s'impose.

Parce que nous repoussons la vision guerrière et manichéenne de «la guerre des civilisations», nous refusons la décision d'intégrer la France dans le haut commandement militaire de l'OTAN. Nous refusons une France alignée sur la stratégie américaine cherchant à faire de l'Union européenne le pilier européen de l'OTAN. Cette politique est une source de nouvelles dépenses militaires au détriment des immenses besoins sociaux.

La France doit faire prévaloir une politique indépendante fondée sur le droit, l'exigence de sécurité collective et préventive et le désarmement et développer avec tous les pays des coopérations en faveur du développement durable et des Droits de l'Homme.

Nous demandons aux parlementaires et au Président de la République d'ordonner le retrait du dispositif militaire français et de travailler à une solution qui favorise la reconstruction et la souveraineté de l'Afghanistan.

Nous demandons au Président de la République de renoncer à l'intégration de la France dans l'OTAN.

Signer l'appel en ligne sur : http://www.appelotanafghanistan.org/

Premiers signataires en Maine et Loire ■■■